

Guerre en Ukraine

L'UE cherche à lever 15 milliards d'euros pour l'Ukraine grâce aux avoirs gelés de la Russie

Le projet visant à exploiter les bénéfices devrait être soutenu par tous les États membres avant que l'argent puisse être envoyé à Kiev



La Banque de Russie à Moscou. Seuls les produits des actifs de la banque centrale russe seraient ciblés dans le cadre du plan, générant jusqu'à 3 milliards d'euros par an, soit 15 milliards d'euros entre 2023 et 2027 © Natalia Kolesnikova/AFP/Getty Images

Paola Tamma et **Laura Dubois** à Bruxelles DECEMBER 11 2023

Bruxelles proposera mardi de réserver les bénéfices générés par le gel des avoirs russes dans l'UE, dans le but de récupérer jusqu'à 15 milliards d'euros au profit de l'Ukraine.

Le plan de la Commission européenne a été retardé depuis l'été après que plusieurs États membres de l'UE et la Banque centrale européenne ont soulevé des préoccupations juridiques et financières.

Mais les efforts hésitants des États-Unis et de l'UE pour convenir d'un soutien financier supplémentaire à l'Ukraine ont donné un nouvel élan aux propositions visant à exploiter les profits de l'immobilisation de Moscou. en espèces, ont déclaré des personnes proches du débat.

« Il est important d'examiner comment nous pouvons utiliser les actifs russes immobilisés et le produit de ces actifs immobilisés pour soutenir l'Ukraine », a déclaré le vice-président de la commission, Valdis Dombrovskis, au Financial Times.

Constatant que le G7 avait accepté de geler les avoirs jusqu'à ce que Moscou ait payé des

dommages et intérêts à l'Ukraine, Dombrovskis a affirmé qu'il était temps de chercher des moyens de utiliser au mieux les recettes générées entre-temps.

Pour convaincre les sceptiques, la commission exigera dans un premier temps que les dépositaires centraux de titres détenant des actifs de la banque centrale russe placent les bénéfices générés par ceux-ci sur des comptes séparés, selon des personnes informées de la proposition. Les dépositaires de titres génèrent des bénéfices en réinvestissant les liquidités provenant de titres arrivés à échéance, tels que les obligations d'État, car les paiements à Moscou sont interdits en raison des sanctions.

Les États membres de l'UE devraient soutenir à l'unanimité le plan, ainsi que d'autres mesures de mise en œuvre, avant que l'argent puisse être versé à Kiev. La Hongrie a bloqué séparément tout financement supplémentaire de l'UE pour l'Ukraine avant le sommet des dirigeants de jeudi.

Dans la deuxième étape du plan, les bénéfices seraient reversés au budget commun de l'UE pour aider à soutenir l'Ukraine, ont indiqué les sources.

Seuls les produits des actifs de la banque centrale russe seraient ciblés dans le cadre de la proposition. La commission estime que cela générerait jusqu'à 3 milliards d'euros par an, soit 15 milliards d'euros entre 2023 et 2027, même si les responsables ont averti que le montant dépendrait des taux d'intérêt tout au long de la période.

Les mesures affecteraient principalement Euroclear, un dépositaire basé en Belgique qui détient environ 191 milliards d'euros d'actifs souverains russes, la plus grande part immobilisée en Occident.

Euroclear sépare déjà volontairement ses bénéfices et a gagné 3 milliards d'euros de revenus sur tous les actifs russes au cours des seuls neuf premiers mois de cette année. Tous ces bénéfices n'ont pas été générés par les actifs de la banque centrale russe.

Euroclear a refusé de commenter les propositions à venir, qui pourraient encore changer avant d'être présentées par la commission.

Malgré la portée limitée de la proposition, qui cible uniquement les bénéfices plutôt que les avoirs gelés eux-mêmes, les experts ont mis en garde contre les risques juridiques et financiers.

Compte tenu de l'importance systémique d'Euroclear – qui détenait 35,6 milliards d'euros d'actifs en conservation en 2022 – « cela pourrait bien sûr déclencher des incertitudes et des craintes avec un effet immédiat sur les marchés financiers », a déclaré Armin Steinbach, professeur de droit et d'économie à HEC Paris.

La BCE soutient également depuis longtemps que le rôle de l'euro en tant que monnaie de réserve pourrait comporter des risques et a appelé à une action concertée avec les partenaires internationaux. Les États-Unis et d'autres membres du G7 ont soutenu cette décision.

Un autre risque évident est celui des représailles de la Russie en saisissant les actifs des entreprises occidentales, ce que le ministre russe des Finances Anton Siluanov a déjà menacé.

Le FMI a également averti vendredi qu'une telle décision "pourrait avoir un impact sur la stabilité financière et le fonctionnement des marchés financiers à l'échelle mondiale".

La commission a reconnu ces risques en suggérant qu'un certain montant soit réservé pour gérer les risques, selon des personnes proches du projet.

Euroclear fait déjà face à des dizaines de poursuites judiciaires concernant des actifs bloqués, ont indiqué des sources informées du dossier. « Il n'est pas évident de savoir comment un tribunal considérerait cette affaire. Il n'existe pas de norme juridique internationale claire », a déclaré Steinbach.